



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

fonctionnement

Question au Gouvernement n° 2120

Texte de la question

EFFECTIFS DANS L'ÉDUCATION NATIONALE

M. le président. La parole est à M. Hervé Féron, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Hervé Féron. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'éducation nationale.

Monsieur le ministre, je ne peux pas vous laisser dire ce que vous affirmiez tout à l'heure. En effet, vous refusez tout dialogue social. Vous excluez complètement les trois quarts des enseignants de ce pays de la hausse salariale. Vous ne mobilisez qu'à peine la moitié de l'économie générée par le non-remplacement d'un enseignant sur deux qui part en retraite.

Ce qu'il faut dire aux Français qui nous écoutent aujourd'hui, c'est que les salaires de nos enseignants sont beaucoup moins élevés qu'en Angleterre, en Espagne ou en Italie, et moitié moins élevés qu'en Allemagne.

Vous venez d'être sanctionnés trois fois, monsieur le ministre : au premier tour des élections régionales, au deuxième tour, et au troisième tour, par la rue qui manifeste sa colère. (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Claude Goasguen. Ces propos sont inadmissibles !

M. Hervé Féron. Quand cesserez-vous de démanteler le service public de l'éducation ? Vous avez supprimé 40 000 postes d'enseignants depuis 2007. Vous démantelez les réseaux d'aide pour les enfants les plus en difficulté, les RASED. Vous démantelez le sport scolaire. Vous avez mis en place le service minimum d'accueil qui décrédibilise le beau métier d'enseignant.

Vous proposez le remplacement des enseignants par des personnels non-enseignants,...

M. Yves Nicolin. Baratin !

M. Hervé Féron. ...mais vous avez vous-même créé la pénurie en supprimant 3 000 postes d'enseignants remplaçants en 2009. Vous supprimez les IUFM. Vous rendez optionnelles l'histoire, la géographie et l'éducation civique dans certaines classes. Vous remettez en cause l'école maternelle.

À l'heure où je vous parle, partout dans le pays, vous fermez des classes en pénalisant les élèves.

Toutes ces mauvaises réformes s'accumulent et sont révélatrices d'une vraie stratégie de votre part : vous faites du service public d'éducation une variable d'ajustement budgétaire pour mieux financer votre bouclier fiscal et les nombreux cadeaux faits à vos amis du Fouquet's. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, ministre de l'éducation nationale, porte-parole du Gouvernement.

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale, porte-parole du Gouvernement*. Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, l'une des réponses du gouvernement de François Fillon face à la crise, c'est l'investissement dans l'avenir de nos enfants, c'est l'investissement dans l'éducation nationale.

M. Marcel Rogemont. Lisez *Le Monde* d'aujourd'hui !

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale*. Et vous semblez oublier, monsieur le député, que cette majorité a voté cette année le budget le plus important de l'histoire de l'éducation nationale, avec 60 milliards d'euros.

Cela reste le premier budget de l'État. Et c'est une dépense équivalant à 5,9 % de notre produit intérieur brut, c'est-à-dire un point de plus que des pays comme l'Allemagne, l'Espagne ou l'Italie.

M. Marcel Rogemont. Lisez *Le Monde* !

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale*. La volonté d'investir dans l'éducation, elle se manifeste tous les jours au sein de ce gouvernement.

Oui, monsieur le député, nous assumons la politique du non-renouvellement d'un fonctionnaire sur deux qui part en retraite. Parce qu'on ne peut pas, comme vous, à longueur de journée, verser des larmes de crocodile sur la dépense publique, et ne pas accepter de prendre des décisions difficiles mais courageuses de maîtrise de nos dépenses de fonctionnement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Marcel Rogemont. C'est la dépense fiscale qu'il faut maîtriser !

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale*. Mais cette politique, monsieur le député, nous la menons, d'abord, avec discernement. Je rappelle que cette année, nous avons créé des postes là où il y avait des besoins : dans le première degré, parce que la démographie augmentait ; dans les zones d'éducation prioritaires, parce que c'était nécessaire ; dans les équipes mobiles de sécurité, parce qu'il y avait des besoins. Ensuite, monsieur le député, cette politique, nous la menons à taux d'encadrement constant.

M. Marcel Rogemont. C'est faux !

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale*. Je rappelle qu'en France, il y a 11,8 élèves par enseignant, alors qu'il y en a 13,2, en moyenne, dans l'ensemble des pays de l'OCDE.

Enfin, monsieur le député, elle nous permet de mettre en oeuvre une revalorisation sans précédent de nos enseignants. Vous semblez découvrir que nos enseignants sont mal payés. Nous avons décidé de les augmenter. Nous menons une politique moderne et responsable. Deux mots qui vous semblent bien étrangers ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Hervé Féron](#)

Circonscription : Meurthe-et-Moselle (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2120

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : Éducation nationale

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 avril 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 7 avril 2010